Nouveaux médias en Russie postsoviétique : nouvelles formes de l'espace public ?

Alexander Kondratov

▶ **To cite this version:**

Alexander Kondratov. Nouveaux médias en Russie postsoviétique : nouvelles formes de l'espace public ?. Communiquer dans un monde de normes. L'information et la communication dans les enjeux contemporains de la " mondialisation "., Mar 2012, France. pp.275. hal-00823884v1

HAL Id: hal-00823884

https://hal.univ-lille.fr/hal-00823884v1

Submitted on 18 May 2013 (v1), last revised 22 Jul 2013 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nouveaux médias en Russie postsoviétique : nouvelles formes de l'espace public ?

Alexander Kondratov 1
1 : Groupe de Recherche sur les Enjeux de la Communication (GRESEC) - Site web
Université Stendhal - Grenoble III : EA608
Université Stendhal Grenoble 3 Inst. de la Comm. et des Médias 11 avenue du 8 mai 1945 BP 337, 38434 ECHIROLLES - France

Notre communication s'intéresse à l'ancrage social des dispositifs numériques de communication dans la société russe postsoviétique et au rôle de ces dispositifs dans l'émergence des débats publics. Actuellement en Russie nous observons un paradoxe remarquable : malgré l'offre médiatique et culturelle importante, il existe une forte emprise de l'espace médiatique et l'espace public politique. Les médias de masse (et surtout les chaines télévisées) qui constituent la partie dominante de l'espace public russe, sont soumis au système de censure complexe et sont de plus en plus mobilisés comme outils de la communication public et politique, voire de la propagande. Nous pouvons citer plusieurs moyens de contrôle direct et indirect des médias de masse, comme, par exemple, le rachat direct des médias par les structures d'Etat ou les sociétés affiliées avec l'Etat ; la poursuite juridique des médias, des rédacteurs et des journalistes ; la pression financières de la part des services fiscaux et policiers etc. Le pouvoir d'Etat s'immisce à nouveau dans le domaine médiatique en tant qu'acteur et régulateur principal. Par ailleurs, l'état n'est pas le seul acteur à l'initiative des débats. Depuis quelques années, en Russie il y a un fort « ancrage social » des dispositifs sociotechniques de communication, ce qui peut caractériser la version russe de l'utilisation des nouvelles technologies. 46 millions de Russes utilisent internet au début de l'année 2011. D'après les statistiques du moteur de recherche russe Yandex, 85% des utilisateurs d'internet russe sont enregistrées dans un réseau social, 34% possèdent leurs propres blogs. De notre point de vue, le succès relatif de ces dispositifs numériques peut être expliqué par la transformation des pratiques au sein de l'espace public russe. Dans les conditions où l'accès à l'espace public est refusé à certains acteurs sociaux, ces derniers cherchent à utiliser ces dispositifs numériques « alternatifs », non-conventionnels par rapport aux médias dominants pour se rendre visibles, activer l'espace public ou créer des formes nouvelles de cet espace et influencer les décisions du pouvoir. En Russie, depuis quelques années, nous observons plusieurs cas où les sujets et les événements qui auparavant étaient quasiment absents dans le discours des médias « dominants », deviennent visibles et discutables dans la société après leur passage par les « nouveaux médias ». Il s'agit des événements liés au sujet de la corruption et l'abus de pouvoir dans la police russe (le cas du major Dymovski, l'affaire du « bouclier humain », le mouvement des « sceaux bleus »), l'inégalité sociale (l'accident de la route du vice-président de la compagnie pétrolière « Lukoil »), et l'écologie (la lutte pour la protection de la forêt de Khimki). Lorsque les médias dominants sont mobilisés par l'Etat pour échapper à la problématique de légitimité, simuler les débats et la participation, gérer les tensions sur certains thèmes, ces « nouveaux médias » structurent les discussions non-formelles et créent « l'espace sociétal » russe de plus en plus présent.Notre communication montre comment certaines thématiques et des questions sociétales les plus importantes issues de ces échanges langagiers informels arrivent à alimenter les débats publics et, en partie, influencer les médias dominants ainsi que les décisions administratives et politiques. Les espaces d'information et de débats qui s'organisent par le biais des dispositifs sociotechniques pour préserver la diversité des points de vue et contester le pouvoir inaperçu de la normalisation, l'uniformisation, ainsi que l'injection des débats par les médias dominats deviennent la grille d'analyse de la situation en Russie. Notre communication montre les stratégies des différents acteurs (pouvoirs, associations, mouvements sociaux) par rapport aux réseaux numériques, le rapport des forces entre eux et l'apparition de nouveaux entrants. Nous interrogeons les enjeux et les stratégies des différents acteurs sociaux par rapport aux dispositifs numériques de communication ainsi que les rapports de force de ces acteurs. D'après notre hypothèse, le développement des réseaux et des dispositifs numériques en Russie s'inscrit dans logique de l'existence dans ce pays de la production culturelle et médiatique parallèle par rapport à celle conventionnelle qui existe depuis longtemps. Ces dispositifs sont utilisés en Russie moderne pour la fabrication de l'opinion indépendante qui se présente comme option à la médiatisation classique. Nous partons de l'idée que l'apparition des « nouvelles » questions sociétales dans les débats publics s'explique par la multiplication et l'accroissement des stratégies des acteurs politiques et sociétaux. Les dispositifs socio-numériques ne font pas surgir de nouveaux acteurs sociaux. Ce sont des « anciens » acteurs (mouvements sociaux, parties politiques non-institutionnalisées, des acteurs médiatiques) qui cherchent à étendre leur marge de manœuvre, se mettre en débats, se rendre visibles.

Afin de conduire cette recherche nous avons choisi d'articuler trois méthodes différents mais complémentaires. Tout d'abord, nous analysons les discours publics des dirigeants russes Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev ; ceci dans le but de comprendre le modèle propagandiste de la communication politique et les valeurs symboliques de la société russe dans la période étudiée. A l'aide de ces textes pris sur les sites officiels du premier ministre et du président russes, nous démontrons que leurs discours paternalistes contribuent à la monopolisation de la sphère publique. Dans un second temps, nous nous entretenons avec des bloggeurs de la plateforme Livejournal dont le choix s'explique par le nombre important de blogs qu'elle héberge (13 millions d'utilisateurs en novembre 2011 selon l'étude TNS), qui traitent notamment des sujets politiques ou sociétaux. Nous privilégions les bloggeurs avec une audience importante, réunissant un nombre de commentaires et de discussions considérable. Ces entretiens nous permettent de déterminer les catégories socioprofessionnelles représentées par ces bloggeurs. Enfin, nous analysons le contenu des entrées des blogs et des discussions qui les suivent. Cette étude nous montre l'émergence des discussions autour des sujets absents dans les medias dominants (écologie, corruption, critiques du pouvoir) ainsi que l'apparition de l'espace public autonome qui résulte d'une publicisation des opinions privés sous la protection de ces dispositifs numériques. L'étude du processus de pénétration de ces discours dans la sphère publique met en lumière le reversement des rapports des forces politiques.

Our paper focuses on the social insertion of digital communication devices in the post-Soviet Russian society and the role of these tools in the emerging of public debates. Nowadays in Russia a remarkable paradox can be observed. Despite the important media and culture offer, there is a strong control of media space and public space. The mass media (especially TV channels) that constitute the dominant part of the Russian public sphere are subject to a complex system of censorship and they are increasingly mobilized as tool for and public political communication or propaganda. We may enumerate several ways of direct and indirect control on mass media, such as, for example, the direct purchase of media by state structures and societies linked with the State; the legal media editors and journalists; the financial pressure from the tax authorities and police and so on. State power has entered in the media again as a major actor and main controller. But the state is not the only actor on the initiative of the debates. For some years, in Russia there is a strong «social insertion» of socio-technical devices of communication, which can characterize the Russian version of the use of ICT.According to statistics of the Russian search engine Yandex, 85% of Russian Internet users participate in a social network, 34% of them have their own blogs, and 46 million Russians use the Internet in 2011. From our point of view, the relative success of these digital tools can be explained by the transformation of practices within the Russian public sphere (Habermas, 1978). In the conditions where access to public sphere is denied to certain social actors, they seek to use these «alternative» digital devices, unconventional compared to the mainstream mass media to make they visible, activate the public sphere or create new forms of space and influence decisions of power. In Russia, for some years, I observe several cases where the subjects and events that were previously almost absent in the discourse of mainstream media become visible and controversial in society after their passage through the «new media». These events related to the issues of corruption and abuse of power in the Russian police (Major Dymovski, the case of «human shield», the movement of the «blue seal»), the inequality social (the accident the vice-president of the oil company «Lukoil») and ecology (the struggle for the protection of the Khimki Forest). When the mainstream media are mobilized by the state to escape the problem of legitimacy, to simulate the debate and participation and to manage the tensions in some areas, these «new media» structure the discussions and create non-formal «societal public sphere» (Miège, 2010). My paper shows how certain themes and societal issues came from these informal verbal exchanges in social networks are able to feed the public debate and, in part, influence the mainstream media and administrative decisions of the power. Areas of information and debates that are organized through the socio-technical tool to preserve the diversity of views and challenge the power of standardization, uniformity, and the injection of the debates in the media become the mean of analysis of situation in Russia. Our paper shows the strategies of different actors (government, associations, and social movements) towards the digital networks, the balance of power between them and the emergence of new entrants. We question the issues and strategies of different social actors in relation to digital communication tools and power relations of these actors.In our case, the development of networks and digital devices in Russia is part of the logic of existence in this country of parallel media and cultural production. These devices that are used in modern Russia to create the independent opinions may be seen as optional to the traditional media. Our idea is that the emergence of «new» social issues in public debate can be explained by the multiplication and growth of strategies of political actors and society. This space does not come from ICT but it is influenced by ICT. The «old» actors (social movements, non-institutionalized political parties, media players) looking to expand their scope, create the debates, make themselves visible.

To conduct this research we have chosen to articulate three different but complementary methods. First of all, we analyze the public discourse of Russian leaders Vladimir Putin and Dmitry Medvedev with the aim to understand the propaganda model of political communication and the symbolic values of Russian society. These texts taken from the official sites of the Prime Minister and the Russian President demonstrate how the paternalistic discourse contributes to the monopolization of the public sphere. In a second time, we converse with bloggers from the platform "Livejournal". This choice is explained by the large number of blogs it hosts (13 million users in November 2011 according to TNS) and the political and societal issues that it deals. We give priority to bloggers with a large audience, accumulating a considerable number of comment and discussion. These interviews allow us to determine the socio-professional categories represented by these bloggers. Finally, we analyze the content of blogs entries and discussions that follow. This analysis shows the emergence of discussions about topics missing in the mainstream media (ecology, corruption, critics of power) and the appearance of public sphere that results from self publicizing private opinions under the protection of these digital devices. Studying the process of penetration of these discourses into the public sphere highlights the reversal of the reports of political forces.

Alexander KONDRATOV,
Doctorant, Université Standhal 3, Grenoble, laboratoire GRESEC

Nouveaux médias en Russie postsoviétique : nouvelles formes de l'espace public ?

Introduction

Notre communication s'intéresse à l' « ancrage social » (MIEGE, 2007) des dispositifs numériques de communication dans la société russe post-soviétique et au rôle de ces dispositifs dans l'émergence des débats publics. Actuellement en Russie nous observons un paradoxe remarquable, malgré l'offre médiatique et culturelle importante, il existe une forte emprise de l'espace médiatique et l'espace public politique. Les médias de masse (et surtout les chaines télévisées qui reste la source d'information la plus fiable pour 80% russes interrogés, d'après le sondage de Levada Centre du mars 2011) qui constituent la partie dominante de l'espace public (HABERMAS, 1978) russe, sont soumis au système de censure complexe et sont de plus en plus mobilisés comme outils de la communication public et politique, voire de la propagande. Nous pouvons citer plusieurs moyens de contrôle direct et indirect des médias de masse en Russie. Kiriya établie trois types de contrôle des chaines télévisées russes par relations de propriété (KIRYYA, 2007). L'état peut être le propriétaire direct de la chaine (chaine Rossia), une chaine peut appartenir à une société privée anonyme avec la participation d'état (NTV) ou sans aucune participation d'état mais affilié avec les structures d'état (Ren TV). Plusieurs d'autres moyens de contrôle indirect sur le contenu des medias, comme tarifications, subventions, la poursuite juridique des médias, des rédacteurs et des journalistes ; la pression financières de la part des services fiscaux et policiers peuvent être nommés. Le pouvoir d'Etat s'immisce à nouveau dans le domaine médiatique en tant qu'acteur et régulateur principal. Dans les conditions les médias dominants sont mobilisés par l'Etat pour échapper de la problématique de légitimité, simuler les débats et la participation, et structurer les tensions sur certains thèmes. Ces processus engendrent les phénomènes de l'apathie des citoyens, le refus de l'activité politique et associatives ce que sociologue russe Boris Doubine appelle « la fragmentation et décomposition du tissue social russe » (DOUBINE, 2009).

Par ailleurs, l'état n'est pas le seul acteur de la production des débats. Depuis quelques années, en Russie il y a un fort ancrage social des dispositifs sociotechniques de communication ce que peut caractériser la version russe de l'utilisation des nouvelles technologies. En novembre 2011 le Président de la Russie Dimitri Medvedev a déclaré que 50,8 million citoyens utilisent internet dans le pays. Ainsi, la Fédération de Russie devient le pays avec le plus grand nombre d'utilisateur d'internet en Europe. D'après la statistique du moteur de recherche russe Yandex, 85% des utilisateurs d'internet russe sont enregistrées dans un réseau social, 34% possèdent leurs propres blogs. Les internautes russes passent plus de temps dans les réseaux sociaux que les internautes européens (6,6 heures par mois contre 3,7 heures). De notre point de vue, le succès relatif de ces dispositifs numériques peut être expliqué par la transformation des pratiques au sein de l'espace public russe. Dans les conditions quand l'accès à l'espace public pour certains acteurs sociaux est refusé, ces acteurs cherchent à utiliser ces dispositifs numériques « alternatifs », non-conventionnels par rapport aux médias dominants pour se faire visibles, activer l'espace public ou créer les formes nouvelles de cet espace et influencer les décision du pouvoir. Ces dispositifs techniques alternatifs sont parfois marginalisés, ce qui n'empêche pas leur succès.

En Russie, depuis quelques années, nous observons plusieurs cas quand les sujets et les événements auparavant quasiment absent dans le discours des médias « dominants » deviennent visibles et discutables dans la société après leur passage par les « nouveaux médias ». Il s'agit des événements liés avec le sujet de la corruption et l'abus de pouvoir dans la police russe (le cas de major Dymovski, l'affaire du « bouclier humain », le mouvement des « sceaux bleus »), l'inégalité sociale (l'accident de route avec le vice-président de la compagnie pétrolière « Lukoil »), et l'écologie (la lutte pour la protection de forêt de Khimki). Dans les conditions ou les médias dominants sont mobilisés par l'Etat pour échapper de la problématique de légitimité, simuler les débats et la participation, et structurer les tensions sur certains thèmes, ces « nouveaux médias » structurent les discussions non-formelles et créent « l'espace sociétal » (MIEGE, 2010) russe de plus en plus présent. Notre étude montre que certaines thématiques et les questions sociétales les plus importantes issues de ces échanges langagières informelles, de cette sphère d'expression de soi arrivent à alimenter et animer les débats publics et, en partie, influencer les médias dominants ainsi que les enjeux et les décisions administratives et politiques. Les espaces d'information et de débats qui s'organisent par le biais des dispositifs sociotechniques pour préserver la diversité des points de vue et contester le pouvoir inaperçu de la normalisation, l'uniformisation, ainsi que l'injection des débats par les médias dominats deviennent la grille d'analyse de la situation en Russie.

D'après notre hypothèse, le développement des réseaux et des dispositifs numériques en Russie s'inscrit dans logique de l'existence dans ce pays de la production culturelle et médiatique parallèle par rapport à la conventionnelle qui existe depuis longtemps. Il s'agit des journaux libéraux édités à l'étranger avant la révolution de 1917, les journaux et les ouvrages littéraires d'opposition du période soviétique et, finalement, le trafic illégal des films américaines et européens avant la chute de l'URSS qui est devenu possible avec l'arrivée des premiers magnétoscopes. En Russie moderne ces dispositifs sont utilisés pour la fabrication de l'opinion indépendante qui se présente comme options par rapport à la médiatisation classique. Nous partons de l'idée selon laquelle l'apparition des « nouvelles » questions sociétales dans les débats publics s'expliquent par la multiplication et l'accroissement des stratégies des acteurs politiques et sociétaux. Les dispositifs socio-numériques ne font pas surgir les nouveaux acteurs sociaux. Ce sont « anciens » acteurs (mouvements sociaux, parties politiques non-institutionnalisées, les acteurs médiatiques) qui cherchent à étendre leur marge de manœuvre se mettre en débats, se faire visibles.

Afin de mener à bien cette recherche, nous avons choisi d'articuler trois méthodes différentes d'études des matériaux discursifs. Tout d'abord, nous analysons les discours publics politique des dirigeants russes Vladimir Poutine (Président de la Russie entre 2000 et 2008, Premier Ministre entre 2008 et 2012) et Dimitri Medvedev (Président entre 2008 et 2012). Notre attention porte sur les discours qui mentionnent dans plusieurs contextes les NTIC, les réseaux sociaux et l'internet. Notre objectif est de comprendre quelle place est attribuée à ces dispositifs dans la communication politique des dirigeants de l'état russe et quelles représentations sociales sont associées à eux. Dans un second temps, nous nous entretenons avec des bloggeurs de la plateforme « Livejournal ». Le choix de cette plateforme s'explique par le nombre important de blogs qu'elle héberge (2 423 milles blogs indexés par le moteurs de recherche russe Yandex en janvier 2012), et l'intérêt général des sujets (politiques, culturels, sociétaux) que ces blogs traitent. La plupart de ces blogs accumulent une audience importante comparable avec celle des médias en ligne. En février 2012 le blog de « Drugoi » est lu par 59 000 internautes, le blog de « Navalny » par 29 500 internautes, le blog de « Dolboeb » par 26 700 personnes.

In fine, nous analysons le contenu des entrées des blogs sélectionnés et des discussions dans les commentaires. Cette analyse nous montre l'émergence des discussions autour des sujets absents dans les medias dominants (écologie, corruption, critiques du pouvoir) et des évènements marqueurs (major Dymovski, le mouvement des seaux bleus, la lutte pour la préservation de la forêt de Khimki, la surveillance des bloggeurs des élections législatives en décembre 2011 etc.). Dans le contenu de ces blogs et commentaires, nous analysons les thèmes récurrents, le choix du lexique, les argumentations, les tonalités. Ainsi nous observons l'apparition d'un espace public autonome qui vient de ces discussions. Cette espace résulte d'une publicisation des opinions privées, la naissance et l'établissement de la contestation sous la protection de ces dispositifs numériques. L'étude du processus de pénétration de ces discours dans la sphère publique met en lumière le renversement des rapports des forces politiques et la remise en cause de la monopolisation par l'état de la parole publique.

Analyse des discours politique de Vladimir Poutine (2000 – 2011)

Afin d'analyser les discours du dirigeant de la Fédération de la Russie Vladimir Poutine sur internet et les nouvelles technologies, nous avons construit le corpus sur la base des seize textes. Ils sont accessibles dans les archives en ligne du site archive.kremlin.ru (pour le période entre les années 2000 et 2008 quand Poutine travaille en tant que Président du pays) et sur le site premier.gov.ru (Poutine travaille comme le Premier Ministre). Nous avons également consulté les sites des agences de presse russe (Interfax, Ria Novosti, Fontanka) pour les discours prononcés par Poutine à l'occasion des rencontres et des événements ponctuels. Nous avons classé ces textes en quatre périodes.

Le premier période commence en 2000 (l'arrivé de Potine au pouvoir) et se termine en 2004 avec la fin de son premier mandat. Ces discours sont prononcés dans le contexte de l'établissement du système de contrôle social avec l'appui sur la bureaucratie. Dans cette période les chaines télévisées nationales sont contrôlés par les groupes privées d'oligarchies. Au début de son premier mandat Vladimir Poutine considère internet (dont l'audience n'est pas encore important) comme un des dispositifs de communication qui n'est pas encore contrôlé par les oligarchies. La tonalité de ces discours sur internet est neutre ou positive. Dans son premier conférence de presse sur internet (les questions sont envoyés par les utilisateurs et puis sélectionnées par les assistants de Poutine) le Président russe déclare avec regret que « malheureusement », il « n'utilise pas l'internet mais ma petites filles utilisent ». Lorsque de son rencontre avec les jeunes webdesigners (20 juin 2002) Vladimir Poutine déclare que l'internet est « très important pour le pays et pour la jeune génération ». L'analyse de corpus montre que le terme « internet » est lié avec « échange », « recherche d'information », c'est un « moyen de communication et dialogue ». Les adjectives choisis ont des connotations positives ou neutres (« important », « perspective », « moderne » et « analytique »). Intéressant que le terme « internet » apparait une seule fois dans quatre discours de Vladimir Poutine devant L'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie de cette période. Dans son discours du 16 mai 2003 Vladimir Poutine met internet dans les facteurs qui peuvent contribuer à « la hausse économique du pays». Ces discours sont considérés comme un « agenda et programme politique et économique » (ЗОРЬКИН, 2011) de pays et ont une grande influence sur l'opinion public.

Le deuxième période commence en décembre 2003 et se termine en mars 2008. Dans ce période Poutine exécute son deuxième mandat. Ces années sont marquées par les attaques contre l'opposition politique et les oligarchies (l'échec des parties démocratique pour les élections législatives et l'affaire de la campagne pétrolier « Yukos »). Ces processus sont accompagnés par la hausse économique et l'augmentation du niveau de vie de la population. La tonalité des discours devient neutre ou négative. Dans le discours devant L'Assemblée fédérale Poutine mentionne internet deux fois comme une des facteurs de développement des projets nationaux et preuve du l'indépendance des médias de masse et la démocratie en Russie. A notre avis, la tournure considérable se manifeste après le 6 juin 2006 après l'échec de la première conférence de presse ou les internautes organisé par le groupe BBC et le moteur de recherche russe Yandex. Effectivement, Poutine n'a répondu une seule question qui avait reçu les plus votes d'internautes. Cette conférence a montré que Poutine ne maitrise pas bien le modèle de dialogue proposé par ce dispositif. Après cette conférence Poutine, déçu par la réaction des internautes, a caractérisé l'internet comme « l'environnement pour les jeunes» qui sont politiquement passives. C'était pour la dernière fois que Poutine participe dans ce type de conférence. A partir de l'année 2006 deux dispositifs de communication politique avec les citoyennes s'établissent : la conférence de presse annuelle et l'émission Ligne directe. Le rôle de ces dispositifs linéaires c'est « d'endosser un rôle symbolique » de Poutine « ancré dans l'imaginaire national » (NIKOLSKI, 2010).

Le troisième période correspond à l'élection du Dimitri Medvedev en tant que Président du pays (2008). Vladimir Poutine devient le Premier Ministre. L'étude des discours de cette période montre un détour vers les stratégies de la disqualification de l'internet. Ce dispositif est présenté par Poutine comme une menace pour l'identité nationale et la langue russe, le moyen de propagation de la

culture occidentale de la « basse gamme ». De plus, le Premier Ministre caractérise les réseaux numériques comme un environnement hostile, favorisant le « terrorisme », la « criminalité » et la « pédophilie ». Par exemple, dans son discours du 22 janvier 2010 devant le Conseil d'état, Vladimir Poutine a déclaré que « la moitié du contenu de l'internet est de la pornographie ». Ces discours marquent l'apparition du sujet de contrôle sur internet. Si avant ce période Poutine essaye de se distancier de cette thématique (lorsque de son conférence de presse avec les internautes en 2006 il a déclaré qu'il ne voulait pas s'exprimer sur ce sujet), dans ce période il déclare que l'état doit « être plus présent sur internet ». L'étude du choix lexical dans les discours de Poutine de ce période montre la prédominance des mots aux connotations négatives associés avec l'internet : « piratage », « menace », « terrorisme », « criminel », « malfaiteurs ». A notre avis Vladimir Poutine réagit aux certaines menaces qui présentent l'internet pour le système établit de pouvoir et, aussi, ils continuent la logique de la préservation de l'identité et la culture russe contre les pouvoirs normalisant des flux mondiaux de l'information et la globalisation et les industries culturelles occidentales. Egalement, il s'identifie avec son électorat « traditionnels », les gens âgés qui vivent au-dessous des revenues moyennes. D'après le sondage fait en novembre 2011 par la fondation russe « Opinion Public », 55% des adultes russe n'utilisent pas internet. Parmi ces gens 10% n'utilise pas l'internet pour la raison de l'inaccessibilité de l'infrastructure et 45% (46 million personnes) perçoivent l'internet comme un dispositif inutile et étranger à leur culture.

Le dernier période commence en septembre 2011 avec l'annonce de la décision de Vladimir Poutine de revenir au pouvoir. Ce période est marqué par double discours de Poutine par rapport à l'internet. D'une part il reprend certains propos de Dimitri Medvedev et même de ces opposants pour présenter l'internet comme « outil de la démocratie » et « facteur de progrès », d'autre part il souligne qu'il y a des « forces dans le pays et à l'étranger » qui utilise internet contre les intérêts du pays et du peuple. Nous observons l'apparition dans les discours de Poutine le champs lexical lié avec la modernité : « progrès », « démocratie », gouvernement électronique ». A notre avis, ces discours tentent à mobiliser le public plus gens, le classe « moyen » qui travaille dans les industries créatives.

Les discours technocentristes de Dimitri Medvedev (2008 – 2011)

Notre analyse des discours politiques de Dimitri Medvedev (corpus de vingt discours) montre deux types de stratégies associés avec les discours prononcés par cet homme politique lorsque de son mandat présidentiel. Le premier type de discours s'inscrit dans le concept du l'imaginaire socio-discursif proposé par Patrick Charaudeau dans le cadre d'analyse de discours politique. Effectivement, notre étude des discours prononcés par Dimitri Medvedev devant L'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie montre son caractère technocentriste et techno déterministe. Dans ces discours de Medvedev l'installation des réseaux numériques de communication, des « autoroutes de l'information » (comme la construction en 2010 du câble optique de 10 000 km entre Tcheliabinsk et Khabarovsk qui permet la connexion de l'internet à haut débit aux régions de l'Extrême Orient) contribue à « l'amélioration des communications à l'intérieure de la société » aux « renforcements des liens entre les individus ». Ces discours de Medvedev renvoient à l'imaginaire de la «modernité» et du « technologisme » (CHARAUDEAU, 2005) de l'imaginaire politique avec l'idée de progrès technique qui engendrerait le progrès social. La démocratisation de l'accès aux dispositifs numérique et le système de télécommunication devient dans les discours de Medvedev une solution pour « battre la corruption », « rattraper le retard en développement du système de télécommunication par rapport à l'Occident » et faire l'économie russe moins « dépendant du pétrole ». Medvedev appelle explicitement à croyances liées avec cette imaginaire dans le cadre de son discours sur « l'élargissement de l'espace libre de l'internet et de la télévision numérique » qui permettra d'échapper du contrôle social de la « part des fonctionnaires d'état et de la censure ». Cette espace crée en dehors de système d'état installe une certaine autorégulation hors rapport d'autorité.

Par ailleurs, le discours « moderniste » ce n'est pas le seul discours mené par Medvedev. Nous avons également étudié les discours du Président russe liés avec un événement marquant, la création en 2010 la zone cyrillique « russe » qui tente à remplacer la zone .RU sur internet. L'étude de ce cas nous intéresse pour comprendre comment les réseaux numériques sont considérés par les autorités russes non seulement comme un facteur de la croissance économique, mais aussi comme un enjeu politique important. Notre analyse du discours montre les doubles stratégies de discours de Dimitri Medvedev : les discours orientés vers l'extérieure, au public occidental présente une « nouvelle » visage moderne et démocratique du pays qui essaye de s'intégrer aux structures globales de l'information. En même temps, dans les discours orientés vers « intérieure » Medvedev insiste sur les politiques « protectrices » de l'état dans les cadres de la préservation de la langue russe. C'est la langue qu'il considère comme un outil de domination sur l'espace du monde « slave » qui inclue les ressortissants de l'ex URSS ou les russophones des autres pays. C'est en novembre 2008 lorsque le Congrès de la Presse russophone que le Président Dimitri Medvedev annonce que la Russie a déposé la demande à ICANN pour la création du domaine en russe, le premier domaine qui n'écrit pas en latine. L'analyse de cinq discours du Président russe nous démontre ses logiques dans la construction de cette espace. Tout d'abord, Medvedev explique que la création de cette « territoire » vise à échapper de la domination des Etats-Unis dans le domaine de la régularisation des réseaux. Langue anglaise est perçue comme une des instruments de cette domination. Ce qui est intéressant ici ce sont les moyens par lesquelles l'état renforce son contrôle sur cet espace. Pour ces objectifs les droits d'attribuer les noms des domaines en cyrillique a été délégué au Centre du Domain National sur Internet. Cet organisme non-lucratif par sa nature dès le début mène la politique de la réservation prioritaire des noms de domaines pour les structures d'état qui pendant un an ont le droit exclusif de créer ses sites sur internet. Le premier site dans l'espace slave devient le site du Président et du Gouvernement de la Russie. Ainsi, l'état russe trouve les moyens pour créer une enclave sur internet ou il reste le producteur de sens et « sa capacité autonome à hiérarchiser les demandes et encadrer les conflits » (MULLER, 2003). Par ailleurs, Dimitri Medvedev ne cache pas qu'il considère la zone « cyrillique » de l'internet comme un instrument de la domination politique. Pendant son rencontre avec les bloggeurs russe en avril 2011 il estime l'audience potentielle

sur internet « slave » de 300 million personnes dans le monde et déclare que l'internet « c'est un puissant instrument politique ».
L'étude d'autre cas liés avec la création des outils de communication « nationaux » confirment notre hypothèse. Nous pouvons mentionner un projet de moteur de recherche d'Etat et la création du système de navigation russe par satellite GLONASS. Egalement, une politique de protectionnisme est mise en place face à la concurrence des sociétés transnationales (Google, Facebook). Les derniers ont un succès relativement modeste en Russie par rapport aux autres pays où ils sont présents. Ici nous pouvons observer un jeu de rôles de différent fonctionnaires russes vis-à-vis à l'internet. Les dirigeants d'un pays se prononcent publiquement contre la régularisation de l'internet par l'état. En même temps, les Ministres prennent une autre position protectionniste. Dans son interview au journal « Vedomosti » en mars 2009 le Ministre des télécommunications et de médias Igor Shegolev s'est prononcé contre la participation de l'actionnariat étranger dans les moteurs de recherche russe. Le fonctionnaire explique que les moteurs de recherche et les réseaux sociaux russes doivent rester sous le contrôle des entreprises russes. Quelques mois avant cette interview, le service Fédéral Anti monopole de la Russie refuse son accord sur l'achat de la société « Begun », un des leaders dans la production de la publicité sur secteur russe de l'internet par Google. Si cet achat aura lieu, Google pourrait devenir un concurrent du moteur de recherche russe Yandex qui gère la majorité de recherche et de la publicité sur internet. L'échec de cette transaction a permis Yandex de renforcer ses positions en tant que leader dans son secteur. En janvier 2011 Yandex occupe 59,6% du marché de recherche sur internet tandis que Google 25,9%
L'analyse du cas : les discussions sur la catastrophe de la centrale hydroélectrique de Saïano-Chouchenskaïa dans les blogs « drugoi » et « rukhakassia » un des éléments de la formation de l'espace public ?

Pour répondre à notre problématique nos présentons l'analyse des discussions dans les blogs sur les raisons et les conséquences de la catastrophe de la centrale hydroélectrique russe de Saïano-Chouchenskaïa qu'a eu lieu le matin en août 2009. Une brusque élévation de la pression d'eau a détruit une des dix turbines de cette centrale et, partiellement, la salle des machines. Cet accident a causé la mort de soixante-quinze personnes. Pour étudier la couverture de cette catastrophe par les « nouveaux médias » nous avons établi le corpus des entrées des deux blogs. Le premier blog (drugoi.livejournal.com) appartient au journaliste, photo rédacteur de la société SUP Rustem Adagamov. Au moment de la catastrophe Il était classé par le moteur de recherche Yandex comme le blog le plus lu dans la blogosphère russe avec 45 000 de l'audience quotidien. Pour notre analyse nous avons choisi 13 postes de ce blog écrits entre le 17 aout 2008 (le jour de la catastrophe) et le 3 septembre (la fin de la vague médiatique). Ces entrées ont reçu le nombre de commentaire considérable. Par exemple, l'entrée du 20 août 2008 qui met en doute l'efficacité des sauveteurs a été commentée 1871 fois. Au moyen chaque entré qui traite cette catastrophe a reçu 536 commentaire. Un deuxième blog rukhakassia.livejournal.com a été créé par Mikhail Afanasiev, le rédacteur en chef du journal en ligne de la région de Hakassia (la centrale hydroélectrique russe de Saiano-Chouchenskaia se trouve à cette région). Ce bloggeur qui manifeste son appartenance à l'opposition « démocratique » a écrit 18 entrées dans son blog entre le 18 et le 22 aout 2009. La poste du 19 aout qui a reçu 1807 commentaires attire notre attention. Bloggeur estime que quelques employées de la Centrale sont toujours en vie et se trouvent dans les « bulles d'aires ». Les autorités cachent sur information et ne veulent pas organiser les recherches des survécus. Le sujet des « bulles d'aires » devient le sujet le plus discuté dans la blogosphère russe pendant trois jours entre le 18 et le 21 aout suivant le moteur de recherche dur le contenu des blogs Yandex. L'étude des commentaires de ces blogs et les discussions qui les suivent nous permet d'établir liste des sujets des discussions qui apparaissent et étaient absent dans les médias dominants. Notamment, ces sujets portes sur :
La critique de la Ministère des Situation d'Urgence qui n'a pas utilisé tous les moyens possibles pour sauver les employées de la Centrale ;
La discussion sur les causes possibles de la catastrophe ;
Les conséquences écologiques de la catastrophe ;
La critiques des hauts fonctionnaires d'état (Président, Premier Ministre, les Ministres) ;
Sur le statut de l'information dans les blogs.
L'étude de cas nous montre trois moyens par lesquels les sujets qui parviennent des « nouveaux médias » arrivent à pénétrer dans l'espace public et influencer les autorités et les médias de masse contrôlés par l'Etat. Tout d'abord, ces sujets deviennent « visibles » grâce au système de recherche sur les blogs qui mettait les sujets les plus discutés sur la page d'accueil du moteur de recherche Yandex. A partir de ce moment, le sujet des « bulles d'aires » a été repris par les médias et les internautes. Etudes des stratégies des internautes montrent qu'ils procèdent par les procédés d'internet militantisme. Le fait de mettre un lien sur le sujet des « bulles d'air » était expliqué par les internautes comme un forme de participation civile, un procédé pour « transmettre ce message aux autorités russes ». Ainsi, ces sujets sont repris par les médias « d'opposition » (le journal « Novaya Gazeta », la station radio « Echo de Moscou ») pour renforcer l'idée de la manipulation de l'information par les médias contrôlés par l'état et l'existence de l'échange parallèle de la « vrai » information. Et, finalement, les résultats de ses échanges ont été repris de ces blogs qui appartenaient aux mouvements d'opposition ou non-gouvernementaux.
Nous pouvons donner quelques conséquences issues des discussions dans les blogs. Les médias contrôlés par l'Etat ont publié plusieurs articles ou les fonctionnaires niaient l'existence des « bulles d'aires » sans jamais donner les sources de l'apparition de ce terme. En août 2009 le bloggeur Rustem Adagamov a été officiellement convoqué par Eugeny Druziaka, le chef du serve de relations presse de la Centrale pour couvrir le déroulement de la liquidation de la catastrophe vue « l'audience important des blogs ». Le bloggeur se présente sur les lieux et une photo reportage « alternatif ». Début septembre Adagamov est officiellement convoqué pour couvrir les événements avec la participation du Président Dimitri Medvedev. Le 3 novembre 2009 le moteur de recherche russe Yandex ferme le classement des entrées des blogs les plus populaires de la blogosphère russe. Le chef de service Anton Volnuhin explique que cette classement devient un outil médiatique pour « les certaines forces politiques ». La police russe ouvre le procès contre le bloggeur Afanassiev pour la diffusion de la fausse information. En février 2010 Afanassiev reçoit de la part de l'Association des journalistes de la Russie la prime pour le meilleur œuvre journalistique de l'année ce qui constitue un pas

important de la pénétration des discussions issus des blogs dans la sphère publique.

Conclusion

Potine et Medvedev inscrivent les discours sur les Tic dans le modèle propagandiste de communication politique par le discours « paternaliste » qui présente l'internet comme une menace à l'indépendance et à la sécurité du pays (Poutine) et le discours technocentriste de « modernité » qui élargit le marge de la communication politique d'état en, en même temps, justifie la création de l'espace « national » sur internet pour maintenir le contrôle politique de la sphère public (Medvedev). Ces discours ont une fonction « protectrice » afin de défendre le système social établi des menaces liés avec la propagation d'opinions indépendants et de l'information dans les réseaux numériques. En même temps, les dispositifs socio-numériques de la communication mettent en perspective de la communication parallèle à l'extérieur de la communication d'Etat. L'étude des échanges langagiers qui se passent par le biais de ces dispositifs nous montre l'apparition des « nouvelles » problématique absent dans les médias dominants. La création et les activités des groupes volontaires autours de ces problématiques et sous la protection de ces dispositifs devinent l'embryon de société civile en Fédération de la Russie. L'analyse des contenues des blogs qui traitent le cas de la catastrophe de la centrale hydroélectrique de Saïano-Chouchenskaïa montrent un des étapes de l'émergence autonome résultant des débats, certaine publicisation des opinions privées, et affrontement des opinions. Notre étude essaye de comprendre les étapes de ce processus qui s'est manifesté ouvertement en décembre 2011 avec les manifestations à Moscou qui constituent un pas important de la pénétration de ces problématiques dans la sphère publique. Ces manifestations ont donné corps aux revendications (CHAMPAGNE, 1984), ont transformé une simple opinion individuelle en idée-force qui essayait de renverser le rapport des forces mettre en cause le monopole d'état sur la sphère public. Le critique social émergent dans ces réseaux et surtout, la critique artistique (esthétique) (BOLTANSKI, CHIAPELLO, 1999), a notre avis, contestent des valeurs et options de base du système politique russe et les standards de la représentation social et les valeurs que ce système véhicule.

Bibliographie References

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E. (1999), Le nouvel esprit du capitalisme Gallimard, Paris.
CASTORIADIS C. (1975), L'institution imaginaire de la société, Le Seuil, Paris.
CHAMPAGNE P. (1984), La manifestation. La production de l'événement politique in Actes de la recherche en sciences sociales, volume 52, Numéro 52-53, pp. 19-41.
CHARAUDEAU P. Le discours politique. Les marques du pouvoir. Vuibert Paris, 2005
FLICHY P., « La place de l'imaginaire dans l'action technique. Le cas de l'internet », Réseaux, volume 19 n 109, Hermès Science, Paris, 2001.
FLICHY P. (2001), L'imaginaire d'Internet, Paris, La Découverte.
GRANJON F. (2001), L'Internet militant : mouvement social et usages des réseaux télématiques, Apogée.
Habermas J. (1978), L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Paris, Payot.
LA HAYE Y. (1980), Marx and Engels on the means of communication, International mass media research center
MATTELART T. (1995), Le cheval de Troie audiovisuel – le rideau de fer à l'épreuve des télévisions transfrontières, Grenoble, PUG.
KIRIYA I., La persistance du non-marchand dans l'appropriation des médias et des TICs en Russie post-soviétique, thèse dirigée par le Professeur Bernard Miège, soutenu le 13 décembre 2007 à l'Université Stendhal Grenoble 3.
MIEGE B. (2010), L'espace public contemporain : approche info-communicationnelle, Grenoble, PUG.
MULLER P. (2003), Les politiques publiques, Paris, Presse universitaires de France.
MUSSO P. (dir.), (2002) : Le territoire aménagé par les réseaux. Energie, transport et télécommunication, Paris, Datar, Edition de l'Aube.
NIKOLSKI V., « La légitimation du rôle présidentiel de Vladimir Poutine. Dispositifs de fabrication de l'image du « bon tzar », in « Réseaux » N 164, 2010.
REBILLARD F. (2007), Le web 2.0 en perspective. Une analyse socio-économique de l'internet, Paris, Le Harmattan.
БЕЛКИН И., ВАРВАНИН В., Разочарование года. Интернет-конференция Владимира Путина оказалась вовсе не тем, чего ожидал Интернет in http://lenta.ru/articles/2006/07/07/flop/
ДУБИН Б., Режим разобщения, in Pro et Contra, N1 (44), 2009.
Зачем закрыли рейтинг популярных записей Яндекса? Антон Волнухин, руководитель службы «Поиск по блогам» Яндекса in http://lenta.ru/conf/yandex/
ЗОРЬКИН В., Ежегодные послания Федеральному Собранию Российской Федерации как средство формирования и реализации правовой политики Президента Российской Федерации :автореферат диссертации на соискание ученой степени кандидата юридических наук in http://law.edu.ru/book/book.asp?bookID=1433736
Интернет для русских. Крупнейшие российские интернет-компании должны принадлежать российским инвесторам — такова позиция министра связи и массовых коммуникаций Игоря Щеголева, 25.03.2009 in http://www.vedomosti.ru/newspaper/article/2009/03/25/187895#ixzz1mYXPLJME
Потенциальные пользователи интернета - кто они?, опрос фонда « Общественное Мнение » ноябрь 2011 года in http://fom.ru/internet/10254